

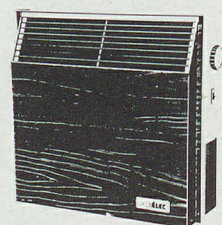


D U S T R I E L L E

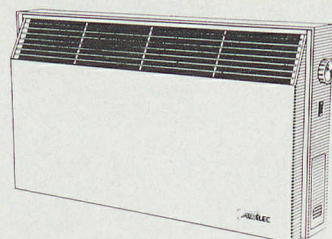


le chauffage électrique c'est

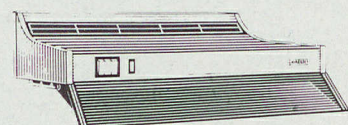
**AIRÉLEC**



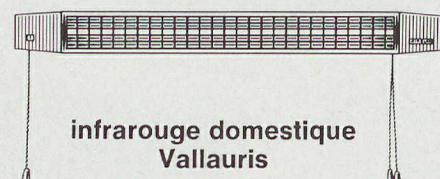
convecteur Estérel type CB



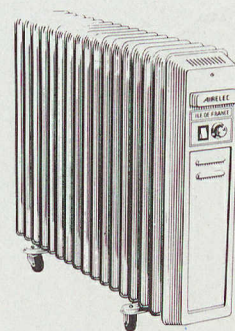
convecteur Estérel type CTB



hotte de cuisine Etendard

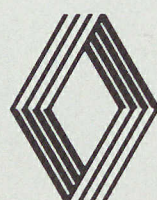


infrarouge domestique Vallauris



radiateur à circulation d'huile Ile-de-France

102, AVENUE JEAN-JAURES, 93507 PANTIN, TELEPHONE : 843.61.62, TELEG. : AIRELEC PANTIN, TELEX : 67780 F



**RENAULT PANTIN**

13, avenue du Général-Leclerc - PANTIN  
15 à 23, rue de Paris - BOBIGNY  
Tél. 843-61-60

**EXPOSITION DE LA GAMME COMPLETE DES VEHICULES NEUFS**  
**MAGASIN D'EXPOSITION OUVERT LE DIMANCHE**  
**EXPOSITION PERMANENTE DE VEHICULES TOUTES MARQUES**

- nouvelles formules de ventes • crédit classique • crédit nouveau départ • leasing • location
- station diagnostic • ateliers de mécanique générale • tôlerie-peinture • travaux rapides
- magasin de pièces de rechange • station service

marché national de  
**l'occasion**



**EXPOSITION PERMANENTE DE VEHICULES TOUTES MARQUES**

**Achat • Crédit • Reprise**

## éditorial



Fernand LAINAT,  
Maire de Pantin

L'urbanisme de notre ville est à l'ordre du jour — non point qu'il s'agisse d'un problème délaissé à une autre époque. La croissance d'une Commune ne saurait se passer d'une attention de tous les instants, avec les prévisions, les projets à court et long terme qu'elle suppose.

Mais les questions d'urbanisme sont plus actuelles en cette période du fait de la mise en page définitive du Plan d'Occupation des Sols.

La phase finale de l'élaboration de ce document a d'ailleurs nécessité plusieurs années d'études, confirmant ainsi la permanence de cette préoccupation municipale.

Le P.O.S. est établi à la demande du gouvernement dans le but louable d'harmoniser l'utilisation des surfaces d'une ville, d'un département, d'une région, d'y répartir judicieusement les activités : logements - industries - équipements - commerces etc, et d'en faire une règle à laquelle se soumettront tous les citoyens, qu'ils soient Pantinois ou non.

En soit, l'affaire paraît logique et claire.

Mais placée dans le cadre de la politique gouvernementale actuelle, elle est beaucoup moins simple que cela, d'autant que la décision finale n'appartient pas au Maire et au Conseil Municipal, mais au Préfet, représentant du pouvoir, qui statue en dernier ressort.

Vos élus municipaux, les services communaux, savent à quoi s'en tenir, eux qui doivent soutenir la confrontation sur certaines orientations gouvernementales dont les mobiles sont plus inspirés par les intérêts des grandes sociétés industrielles ou des promoteurs, que par l'intérêt général et le véritable devenir de notre Commune.

Conserver telle zone industrielle pour sauvegarder l'emploi, refuser telle amputation de tel quartier, s'opposer à la transformation de telle voie ou tel secteur, exiger au contraire la transformation de tel autre, autant de motifs d'attention permanente que doivent soutenir vos élus municipaux et les services communaux pour le devenir de notre ville.

Mais le P.O.S. est aussi l'occasion précisément d'exiger, d'imposer même les options de la population.

C'est pourquoi avec l'exposition d'urbanisme, la Municipalité a lancé une grande enquête par le questionnaire que beaucoup de Pantinois ont déjà retourné avec leur avis sur ce qu'ils voudraient faire de Pantin, dans tous les domaines ; logement - emploi - équipement - circulation, etc.

Je ne saurais trop vous engager, si vous ne l'avez déjà fait à renvoyer le questionnaire inclus dans le présent bulletin.

Ainsi vous aiderez vos élus à mieux cerner la juste ligne urbanistique de notre cité.

Il reste un point sur lequel le gouvernement, qui exige, supervise et décide en dernier ressort, demeure totalement muet : c'est le coût de la mise en œuvre du P.O.S., car le document établi, qui paiera pour sa réalisation ?

Ce coût énorme restera-t-il à la charge des Communes ?

Oui si malheureusement rien ne change en haut lieu.

Non, si avec vos élus, vous faites connaître votre exigence de voir l'Etat assumer une partie des dépenses qu'il aura engendrées.

Une nouvelle fois une remarque s'impose à ce sujet : le Programme Commun de la Gauche prévoit précisément des mesures dans ce domaine comme dans bien d'autres en faveur des communes.

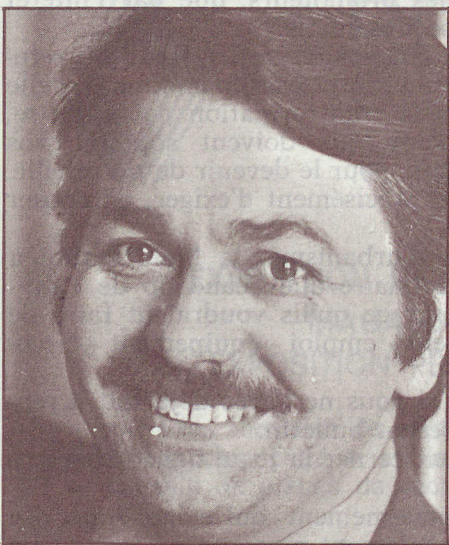
Le P.O.S. étant une affaire d'avenir les faits nous ont appris en Mai 1974 que cet avenir peut s'ouvrir demain sur la mise en œuvre du Programme Commun qui s'affirme de plus en plus comme la clé des solutions que vous souhaitez.



# Que pensent vos élus du P.O.S



**Afin de prolonger les débats qui ont déjà eu lieu sur le P.O.S., le Maire et ses adjoints se sont réunis autour d'une table.**



Guy LEGER  
Adjoint (Logement)

Guy LEGER ouvre la discussion :

Je crois qu'il faut dire tout d'abord que l'élaboration du Plan d'occupation des sols découle de l'application de la loi d'orientation foncière votée en décembre 1967 et du décret gouvernemental du 28 octobre 1970. Le rôle du P.O.S., c'est de figurer physiquement comment sera distribué l'espace d'une commune. Il permet de fixer les limites de la constructibilité des sols et de prévoir les réserves foncières nécessaires pour réaliser les équipements publics indispensables

les équipements publics indispensables catifs, espaces verts, etc.).

Fernand LAINAT :

Le P.O.S., c'est un document très important ; à partir du moment où il est publié par le Préfet, il est opposable au tiers ; même déjà dans sa phase d'élaboration. (Par exemple, si quelqu'un dépose un permis de construire sur une zone appelée à modification, on peut répondre : « Nous mettons sursis à statuer à votre affaire parce que dans cette zone, il y aura telle ou telle chose »). Les gens se demandent sûrement comment leur avis peut aboutir, et s'ils ne font pas une bataille d'arrière-garde. La consultation publique est la dernière phase de l'établissement du P.O.S. On voudrait que cette consultation soit effective, car sans l'action de la population, on ne pourra pas tout faire aboutir. D'autre part, si, sur un point ou un autre, un Pantinois ou une Pantinoise n'est pas d'accord, les Elus sont à sa disposition.

Guy LEGER :

C'est sûr. La population peut et doit donc intervenir. L'avis de la population, conjuguée avec la volonté des Elus devient une force de conviction et l'Administration ne pourra pas s'opposer à la prise en compte de cet avis, dès lors que les Elus s'opposent au vote du P.O.S. Déjà des dizaines de Pantinois nous ont fait part de leurs suggestions en nous écrivant ou lors des visites de l'exposition. En général, il y a accord entre la

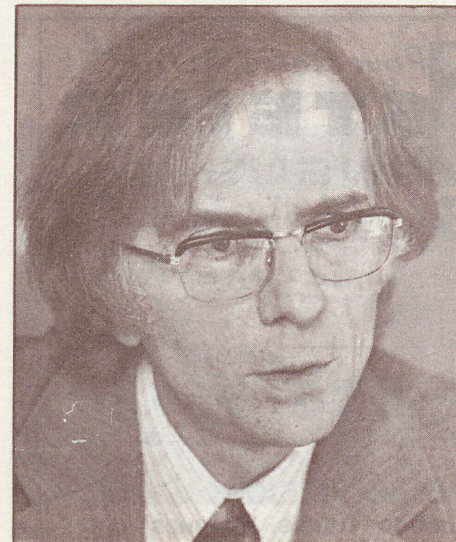


Fernand LAINAT,  
Maire de Pantin

position des Elus et des Pantinois. (En tout état de cause, les Elus non seulement tiendront compte de l'avis des Pantinois, mais ils organiseront avec eux les actions nécessaires pour qu'une fois le P.O.S. voté, les moyens financiers soient donnés à la Commune pour les réaliser).

Michel BERTHELOT :

Il serait important que les Pantinois sachent quelle vue globale de l'urbanisme, de la vie en milieu urbain, a présidé à l'élaboration du P.O.S.



Michel BERTHELOT,  
Conseiller général,  
Adjoint (Enseignement)

Fernand LAINAT :

Oui.

Il y a plusieurs éléments dont on a dû tenir compte pour élaborer le P.O.S. — D'une part, le fait que PANTIN se soit développé de façon anarchique, et ait subi l'industrialisation de la région parisienne sans vraiment la maîtriser. On a des usines coincées dans des secteurs d'habitation. Ces dernières années, l'habitat s'est développé anarchiquement au profit des groupes capitalistes. — D'autre part, il faut bien voir que pour le gouvernement, établir le P.O.S., c'est étudier un marché ; et on se heurte à deux volontés, celle des grandes sociétés immobilières, celle de l'administration.

A partir de là, notre souci a été de mettre au point un plan harmonieux. L'urbanisme, ce n'est pas seulement le logement. C'est pourquoi nous avons prévu des réserves pour les équipements sociaux, pour les espaces verts ; et « redessiné » les zones industrielles. Notre souci a été aussi, pour l'habitat, de garder un équilibre entre les zones pavillonnaires et les zones d'habitation dense. Nous nous sommes fixé comme objectif de ne pas dépasser 65 000 habitants, par

Le groupe scolaire Jean-Lolive : à l'intérieur d'une classe maternelle...



ce que dans certaines zones, la population est déjà trop concentrée et que les possibilités de dégager des terrains pour les équipements sociaux sont très restreintes : 1/4 de Pantin est « gelé » par les emprises du Cimetière Parisien et de la S.N.C.F. Et puis nous ne pouvons envisager des démolitions trop importantes, mais plutôt des restaurations d'immeubles anciens (par exemple aux 4 Chemins).

Il faut préciser que le P.O.S. fixe les droits d'utilisation des sols pour 10 ans ; de ce développement en quelque sorte planifié, découleront des lignes directrices pour une planification allant au-delà de ces dix années.

Michel BERTHELOT :

Ce qu'on aura construit, on ne le démolira pas dans 10 ans, cela va de soi. On pourra alors envisager la façon de mieux « coller » aux exigences de la vie à PANTIN. Mais déjà, le programme pour 10 ans, il va falloir s'y tenir.

Guy LEGER :

Cela dit, nous ne pouvons pas tenir pour définitif le P.O.S. car il est élaboré en 1975, alors que la France connaît une crise globale du système capitaliste, génératrice des spéculations foncières et immobilières, et que les Communes supportent de plus en plus des charges qui incombent à l'Etat en matière d'équipement public.



Lucien SACLIER,  
Adjoint (Marché, travail, Chômage)

et dehors.



Lucien SACLIER :

La Municipalité est le plus souvent mise devant le fait accompli ; par exemple, pour ce qui est des terrains de l'usine Gramme, ou pour le terrain des Glacières à Pantin.

Gérard PRINCE :

Pour ma part, je voudrais insister sur le rôle multiple des Elus dans l'élaboration du P.O.S. qui, pour les activités physiques et sportives, revêt une importance particulière



Gérard PRINCE,  
Adjoint (Sports)

Les besoins, s'ils ne sont pas neufs, connaissent un développement rapide et s'expriment toujours plus fort. Il faut des terrains de jeux pour les enfants, les jeunes aspirent à pratiquer un sport, 80 % des adultes désirent s'adonner à une activité physique. Le gouvernement essaie de détourner, de dévoyer ce flot, par le projet de loi Mazeaud, qui n'est qu'un recueil d'idées générales masquant l'absence de mesures concrètes : réalisation de l'éducation physique à l'école, multiplication des installations sportives, participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du sport, réalisées par les communes ou les associations sportives. Ainsi l'Etat ignore qu'il faut des installations sportives de plein air, et se refuse jusqu'à aujourd'hui à apporter toute subvention. Les élus devaient donc élaborer le P.O.S. dans ce contexte d'expansion et de diversification des activités.



A PANTIN

## LABO-PANTIN

32, rue du Pré-Saint-Gervais - 845-74-48

ET LE

## STUDIO DES LIMITES

4, avenue Anatole-France - 844-12-62

Sont à votre service pour :

**TOUS TRAVAUX AMATEURS  
NOIR ET COULEUR - DELAI RAPIDE**

REPORTAGES - IDENTITES - COMMUNIONS  
MARIAGES - VENTE DE MATERIELS

## Ets PHIBOR

S.A. au Capital de 4 200 000 F

### Entreprise Générale d'Électricité

46-48, rue du Fer à Moulin  
B.P. 97 - 75224 PARIS CEDEX 05

Téléphone 707-79-49

Tous travaux d'électricité  
Haute et basse tension  
Immeuble d'habitation  
Bureaux - Réseaux de distribution  
Éclairage public

Centres de travaux :  
MARSEILLE - 16/18, allée Cervantès  
Téléphone 73-06-16

BORDEAUX - 24, rue Gouffrand  
Téléphone 29-21-82



Pour votre SÉCURITÉ  
**STEIER**  
PNEUS s.a.  
**point S** 213-219, avenue J. Lolive  
(Nationale 3)  
93 - PANTIN

DE 8 HEURES  
A 18 HEURES 30  
A VOTRE SERVICE

**844-36-80**

10 000 PNEUS EN STOCK  
(Concessionnaires Toutes Marques)

MONTAGE - EQUILIBRAGE - CLOUTAGE

### STATION SÉCURITÉ AGRÉÉE

#### CONTROLE - REGLAGE et VENTE

BANC MULLER OPTIQUE — PARALLELISME  
BANC HYDRAULIQUE — FREINAGE  
REGLOSCOPE CIBIE — PHARES  
BANC AMORTISSEURS  
TEST BATTERIES — CLE MINUTE

VENTE, LOCATION :  
PNEUS-NEIGE, PNEUS-CLOUTES

REDUCTION AUX AMIS LECTEURS 10 à 20 %

## MIROIR - DECOR MAISON DE LA FAIENCE

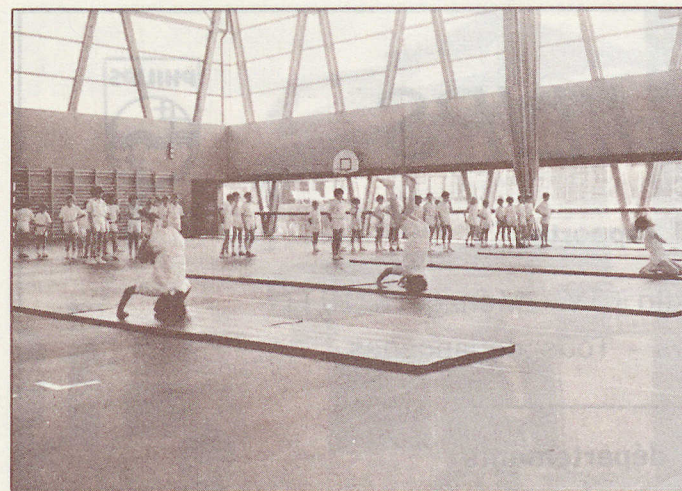
Votre spécialiste

PORCELAINES DE LIMOGES  
CRISTAUX - SEVRES - ORFÈVRES  
CUIVRES - ETAINS - LUMINAIRES

76, avenue Jean-Jaurès (Quatre Chemins)  
93 - PANTIN — ☎ 845-12-20

LISTE DE MARIAGES - CADEAUX

OUVERT DIMANCHE TOUTE LA JOURNÉE



Le gymnase  
Maurice Baquet

Guy LEGER :

En fait, les élus ont un double rôle à jouer :

1° en tant qu'administrateurs au service de la Collectivité, ils doivent prévoir tous les équipements publics. Discuter et s'opposer si cela est nécessaire aux servitudes que l'Administration voudrait imposer ;

2° en tant que représentants élus de la population, ils doivent être porte-parole de toutes les catégories sociales. Pour les travailleurs, maintenir et favoriser le taux de l'emploi en créant des zones industrielles, pour les petits propriétaires veiller à une réglementation pas trop sévère en zone pavillonnaire, fixer une possibilité de construire limitée pour éviter la prolifération d'immeubles collectifs aux côtés des petits pavillons...

Simone JOSEPH :

Le P.O.S. prend d'abord en compte les projets définis par le programme de la municipalité élue en 1971 et il prévoit la réalisation des équipements nécessaires : classes maternelles - classes élémentaires - C.E.S. - plateaux d'éducation physique - gymnases - crèches - haltes - garderies - centres sociaux - maisons de quartier - M.J.C., etc.

Lucien SACLIER :

Les élus doivent aussi améliorer la circulation, le stationnement, tout en veillant à ce que les opérations d'élargissement de voiries ne soient pas porteuses de nuisances pour les riverains.

Simone JOSEPH :

Les aspects essentiels du rôle des Elus peuvent se résumer dans cette phrase : « prévoir la satisfaction des besoins sociaux de la population ».

Michel BERTHELOT :

En tant que Conseiller général, j'ajoute que le Conseil général de la Seine-Saint-Denis s'applique à respecter les prévisions et avis des maires et conseils municipaux considérant leur connaissance des besoins et leur volonté de les satisfaire.

Il ne manquera pas d'intervenir avec force sur plusieurs questions, notamment la préservation de l'emploi. En effet, les efforts du pouvoir et de ses préfets aboutissent à la désindustrialisation de notre banlieue.

Lucien SACLIER :

Le risque, c'est qu'en faisant établir le P.O.S. par les communes, l'Etat tente de se donner les moyens d'effectuer un nouveau transfert de charges ; en tenant

le raisonnement suivant : puisque vous avez vous-même défini les besoins de la population, débrouillez-vous pour les satisfaire...

Guy LEGER :

Il est évident que l'Etat poursuit un double but en faisant élaborer les plans d'occupation :

1° favoriser les profits des monopoles : où l'on peut faire « des affaires » ;

2° fixer les investissements nécessaires en équipements sociaux pour les faire supporter aux communes.

Simone JOSEPH :

Le gouvernement incapable de répondre aux besoins croissants d'équipements sociaux de la population a besoin qu'un inventaire en soit dressé par les communes, et dans ce climat de crise il sait qu'il sera modeste. Mais en plus il lui sera aisé après cela de dire aux gens « La commune a prévu tel ou tel équipement, exigez qu'elle le réalise » et il espère peut-être ainsi masquer sa responsabilité. Mais c'est un vain calcul car les élus développeront l'action pour avoir les moyens de réaliser les équipements prévus.

Michel BERTHELOT :

L'exemple du retard de financement apporté à la construction du lycée et la remise aux calendes grecques du financement du C.E.S. Lavoisier sont là pour témoigner de la carence gouvernementale en la matière.

Jacques ISABET :

Comme cela est dit par ailleurs, le P.O.S. a ses limites. Pour être réellement le plan d'urbanisme Le Lycée Marcellin Berthelot est presque achevé et pourra accueillir les élèves à la rentrée.

harmonieux, cohérent, il faut dégager les moyens financiers. Il faut une autre politique qui casse la spéculation foncière et immobilière. Il faut développer le plein emploi et une politique d'industrialisation qui s'harmonise avec le développement de toutes les régions.

Il faut réorienter l'économie en faisant payer les monopoles au lieu de les subventionner avec l'argent des contribuables.

Jacques ISABET,  
Adjoint (Finances)







# CINEL-PHILIPS



Un couplé qui rapporte

Distributeur officiel Philips - Radio - TV - Ménager - Hi Fi  
Spécialiste de la TV couleurs - Tous dépannages

Vous rappelle ses départements

Cinéma - Sonorisation - Eclairages scéniques - Audio-visuel

32-38, rue Magenta - 93500 PANTIN — 845-52-82 - 845-98-30 - Parking

## SA BALLESTRACCI

70, rue V. Hugo - 93500 PANTIN

Tél : 845-04-12

INSTALLATIONS · ENTRETIEN

Chauffage central

Brûleurs à mazout  
à gaz

Air chaud pulsé

TOUTES importances

Devis **GRATUIT**

ENTREPRISE GENERALE  
DE MAÇONNERIE

RAVALEMENTS EN TOUS GENRES

CARRELAGES  
REVETEMENTS

## F. DOMENECH

10, rue Béranger 93 PANTIN

Téléphone : 845 36-62

# TOUREN & CIE

## imprimeurs

7, rue Hoche - (93500) PANTIN

tél. 844 05-23



Du pavillon à la grande cité, un même souci pour vos élus : améliorer les conditions de vie.

La bataille pour le P.O.S. n'est pas du tout isolée. Elle s'inscrit dans la bataille générale pour une réelle autonomie des communes, et tout d'abord l'autonomie financière pour laquelle nous luttons sans cesse.

Il ne faut pas croire que les impôts locaux que paient les Pantinois reviennent en entier à la commune. Une partie va au département, une partie au district, et par le jeu de la T.V.A. et des transferts de charges, une autre bonne partie va directement rue de Rivoli, au ministère des Finances. Si bien que nous pouvons le répéter : les moyens financiers de la commune sont très limités. Alors, pour réaliser, il faut emprunter, mais à un taux exorbitant.

Guy LEGER :

Cela dit, il est possible d'imposer des reculs au gouvernement, aux monopoles et aux spéculateurs.

En développant les zones industrielles comme nous l'avons fait, nous portons un coup à la désindustrialisation (Docks Rémois, Comptoirs Français, S.E.V. Marchal sont en zone industrielle, ils ne pourront pas vendre à des promoteurs comme l'ont fait les chaussures André et les Nouvelles Galeries).

En agissant sur les coefficients d'occupations des sols, on réduit les possibilités des promoteurs de réaliser de grandes opérations spéculatives comme aux Limites.

En distinguant emploi et habitat et en améliorant la voirie, nous agissons pour une meilleure « qualité de la vie ». Il faut ajouter qu'en créant ou en maintenant des réserves pour espaces verts ou en étendant la zone naturelle autour des buttes de Romainville, on agit également dans ce sens, mais la possibilité est hélas très limitée.

Fernand LAINAT :

Il faut bien dire aussi que toutes les difficultés de la commune ne sont pas une fatalité. Les responsables existent, ce sont les hommes actuellement au pouvoir. C'est pourquoi la solution réelle passe par un changement complet de politique. Il s'agit vraiment de substituer à la politique actuelle fondée sur le profit maximum des monopoles, une politique qui prenne en compte les intérêts des Français, la politique précisément inscrite dans le Programme Commun de Gouvernement.



Simone JOSEPH,  
Adjointe (Enfance)







De nombreux Pantinois s'inquiètent de l'activité de l'office H.L.M.

Au cours d'un débat, à un Pantinois qui demandait :

« Pour les H.L.M., comment cela se passe-t-il ? Qu'est-ce qui détermine le loyer ? »

M. le Maire a répondu :

« Le loyer est établi en partant du coût de revient du terrain, des frais financiers. Ensuite viennent se greffer les prises en considération du vieillissement de l'immeuble, etc. Il existe des lois qui permettent de continuer à augmenter les loyers; et là, c'est le conseil d'administration qui applique ou n'applique pas la possibilité offerte par la loi. Vous savez que l'office est géré par un conseil d'administration de douze membres : six sont directement désignés par le Préfet; deux représentent les caisses d'épargne et les caisses d'allocations familiales, et sont agréés par le Préfet; les quatre derniers sont désignés par le conseil municipal. Il y a donc seulement quatre représentants de la population pantinoise... ce qui est peu ».

« ... et l'attribution des logements ? »

« Une commission d'attribution existe, qui normalement après examen de tous les dossiers, devrait statuer en toute connaissance de cause. Ce n'est pas ce qui se passe actuellement à Pantin. De 1965 à 1971, notre représentant a été convoqué deux fois : la commission a fonctionné deux fois ! »

Guy Léger, maire-adjoint, complète :

« de 1971 à 1974, elle s'est réunie trois fois. Et dans le cadre de la mise en location de l'immeuble, rue Ch.-Auray, on a obtenu trois réunions entre novembre 1974 et janvier 1975 : un exploit ! »

Fernand Lainat reprend :

« Il faut faire attention : les gens se figurent que l'office H.L.M. = Municipalité. Ce qui n'est pas vrai à Pantin, l'une des six villes où le maire ne dirige pas l'office. De plus, depuis 1963 la représentation des locataires, des syndicats de travailleurs et des associations familiales a été supprimée.

On comprend mieux, dans ces conditions, que le logement social à Pantin ne satisfasse pas entièrement la population ! »

De nombreuses questions ont été posées par les Pantinois, les unes sur des points très particuliers, les autres sur des thèmes plus généraux. Toutes ces questions méritent réponse.

Vos élus répondent ici à quelques-unes de vos questions.

## TOUJOURS POUR LES MÊMES

7/8  
2/3

Un Pantinois écrit :

« Que de réalisations, toujours au profit des mêmes et financées par les mêmes : ceux qui, parce qu'ils ont cent sous de plus, n'ont jamais droit à rien, mais paient des impôts locaux qui battent tous les records de la banlieue parisienne. »

Tout d'abord, il n'est pas vrai que Pantin batte les records de la banlieue parisienne pour les impôts locaux. En commençant par le taux le plus faible, Pantin occupe le onzième rang sur les quarante communes du département. La commune où la population paie le plus d'impôts locaux, c'est Villemomble.

Ensuite, la Municipalité est attentive à servir au mieux toutes les couches de la population. Par exemple, les équipements sportifs sont à la disposition de tous, sans exclusive. De même, toutes les familles peuvent faire usage des crèches, des écoles, etc. Ceci dit, une politique municipale orientée vers la satisfaction de

tous les besoins sociaux doit poser des priorités, étant donné l'étroitesse des moyens dont elle dispose. Priorité par exemple pour les personnes âgées, dont les ressources sont maintenues par le gouvernement à un taux dérisoire; priorité pour les enfants des familles les plus défavorisées : c'est le souci de la municipalité en établissant pour les colonies de vacances un tarif proportionnel aux ressources des parents, ce qui permet à tous les enfants de passer d'heureuses vacances.

Ce que la municipalité exige du pouvoir actuel, c'est qu'il finance les réalisations sociales des communes plutôt que les monopoles capitalistes. C'est aussi ce que les Pantinois doivent exiger avec elle. L'Etat dispose des 7/8<sup>e</sup> de la masse des impôts ; les communes ont à leur charge, avec les départements, 2/3 des équipements sociaux; c'est cette proportion qu'il s'agit de faire basculer, en luttant avec les élus pour une fiscalité locale moins lourde.

## PANTIN ET LES BEAUX-ARTS



« Pourquoi ne rien prévoir dans le nouveau Pantin pour les arts plastiques, décoratifs ? Pourquoi n'y a-t-il pas un centre ouvert à tous, de la maternelle à l'étudiant en passant par le travailleur manuel ou intellectuel, ou de profession libérale, y compris pour nos retraités et nos invalides ? Cela serait un grand pas vers une saine civilisation des loisirs. Néanmoins, bravo pour vos efforts ! »

Un Pantinois, avenue Jean-Jaurès.

Pourquoi ne rien prévoir... ?

Dans l'îlot 27, il est prévu des ateliers d'artiste.

Dans le domaine de la culture, la disproportion entre la part du budget de l'Etat et la part du budget de la commune est flagrante : l'Etat attribue 0,51 % de son budget au ministère des Affaires culturelles; Pantin consacre 3 % de son budget à la culture : six fois plus, proportionnellement ! Il existe des centres ouverts à tous : la Maison pour tous, les Maisons de Jeunes, le Centre culturel, le Conservatoire.

## Pantin ville propre

Des Pantinois écrivent :

« Ayant un petit chien, j'aimerais avoir le droit de l'emmener au parc où un coin serait réservé aux chiens; comme cela les rues resteraient propres ». Mme D. J., avenue Jean-Lolive.

« ... le service de voirie pourrait faire un effort pour le nettoyage des rues et trottoirs jonchés de papiers et de détritus, et en particulier des terre-pleins, où il y a des arbustes, qui séparent les deux voies de l'avenue Jean-Lolive... ». Mme R. F., rue Jules-Auffret.

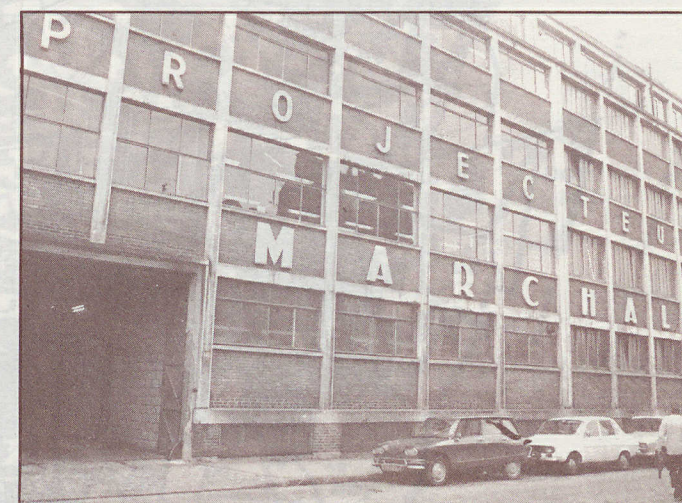
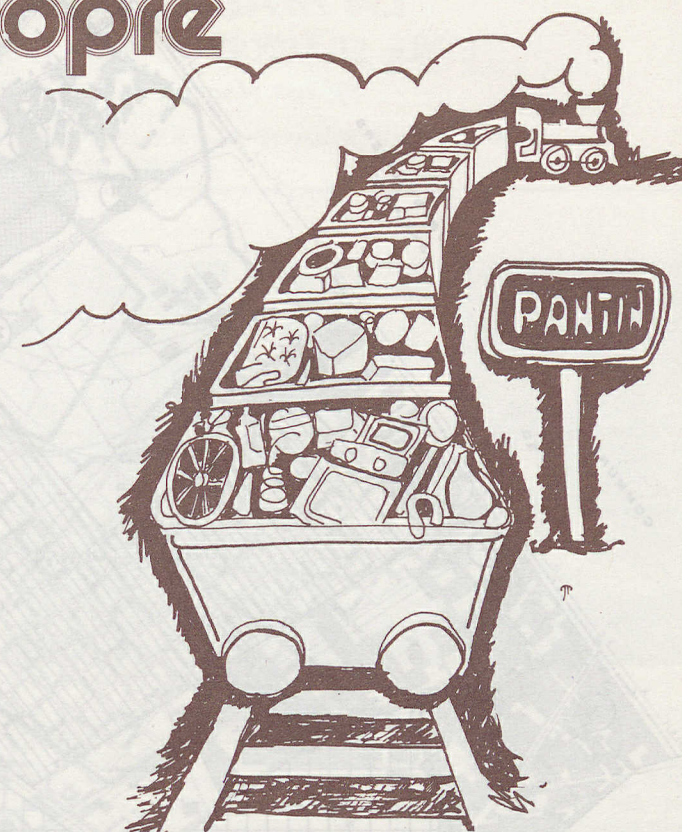
Il est vrai que les rues de Pantin ne sont pas toujours dans un état de propreté idéale. Néanmoins, de gros efforts sont faits par la Municipalité au niveau du nettoyage et de l'environnement. Par exemple, la voiture-aspiratrice à elle seule ramasse en moyenne 100 tonnes de déchets par mois. En décembre, 1 450 tonnes d'ordures ménagères ont été enlevées : 1 450 tonnes, cela ferait un train de marchandises de 80 wagons ! En 1973, 15 114 tonnes d'ordures ont été portées à l'usine d'incinération de Romainville. Pour ce qui est du coût, en un an, l'enlèvement des ordures est revenu à 4 048 500 francs à la commune !

Dès maintenant, les services municipaux mettent à l'étude des moyens nouveaux qui permettraient d'améliorer ce service rendu à la population.

Deux campagnes sont déjà en cours :

- une campagne de dératization,
- une campagne de dépigeonnisation.

La propreté dépend aussi des Pantinois. Ne pas salir vaut mieux que nettoyer !



## DÉFENSE DE L'EMPLOI

Mlle H., rue Courtois; Pantinoise de naissance :

« Je demande le maintien des emplois à Pantin, et surtout de la S.E.V. Marchal, car, à aller travailler ailleurs et devoir faire parfois une heure ou une heure et demie de trajet en métro ou bus, l'ouvrier se trouve rompu dès le matin, d'autant qu'il lui faut après suivre des cadences très fortes. »

Défendre l'emploi, soutenir les actions revendicatives des travailleurs, c'est pour la Municipalité d'union de la gauche une attitude constante. A plusieurs reprises le conseil municipal en a délibéré. C'est ainsi qu'il a constaté une aggravation des suppressions d'emplois : 3 838 de janvier 1972 à décembre 1974. Dans sa délibération du 28 février 1974, il demandait que cesse la politique du gouvernement qui encourage les concentrations et les décentralisations d'entreprises. Il demandait que plus une entreprise ne ferme sans être consultée, qu'aucun licenciement ne soit effectué sans reclassement, que ne soient pas autorisés les licenciements envisagés dans de nombreuses entreprises (S.E.V. Marchal, Coq France, Spiros, etc.).

En même temps, le conseil municipal se félicitait que se révèle

la possibilité de créer de nouveaux emplois, avec la réalisation de 46 000 m<sup>2</sup> de bureaux dans l'îlot 27, avec la mise en chantier par la S.N.C.F. de plus de 200 000 m<sup>2</sup> d'entrepôts, avec l'installation d'un centre de tri P.T.T., avec la création de la Z.A.C. du quai de l'Ourcq à dominante industrielle.

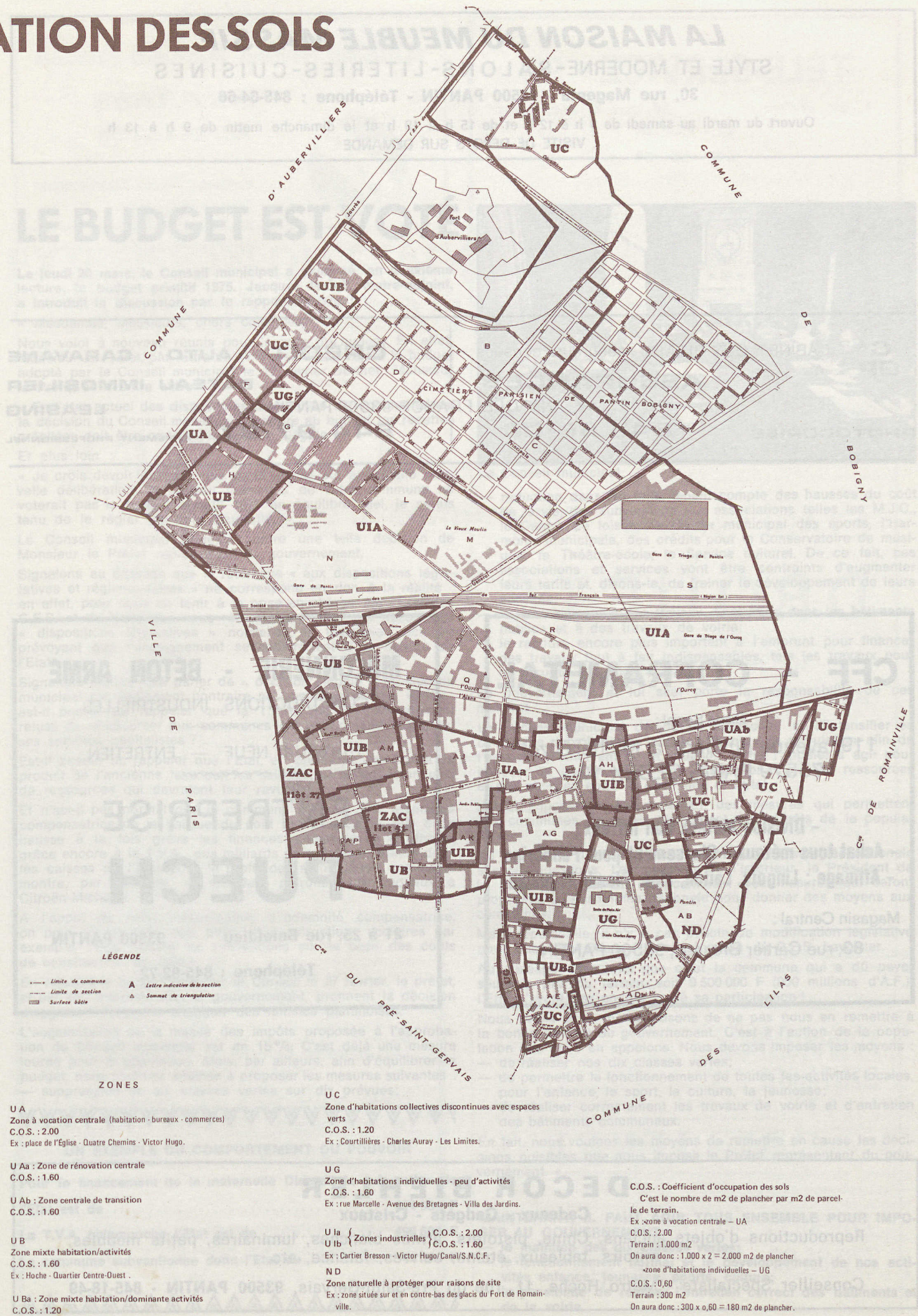
En vous réaffirmant cette position, je puis vous assurer que la municipalité apporte une solidarité active à tous les travailleurs en lutte, plus particulièrement à ceux menacés de perdre leur emploi, et qu'elle développe son aide matérielle aux grévistes et aux chômeurs.

La Municipalité agit effectivement pour que s'harmonisent emploi et logement : c'est le sens de son action quand elle exige l'amélioration des transports en commun.

Dans ce contexte, l'action pour la victoire du programme commun de gouvernement est plus nécessaire que jamais, car son application résoudrait les problèmes de l'emploi (notamment par la mise en place d'une politique économique cohérente), et orienterait l'essor de la production conformément aux besoins sociaux et nationaux, et par conséquent tendrait au maintien et à l'expansion des industries en région parisienne.



# LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS





## LA MAISON DU MEUBLE MASSIF

### STYLE ET MODERNE-SALONS-LITERIES-CUISINES

30, rue Magenta - 93500 PANTIN - Téléphone : 845-64-66

Ouvert du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 15 h à 19 h et le dimanche matin de 9 h à 13 h  
VISITE DE DEPOTS SUR DEMANDE

**C  
GP**

CABINET GUY PICARD assureurs conseils

**ASSURANCES**

7, AV. ANATOLE FRANCE 93500 PANTIN

PHOTOCOPIES

**845.66.06**

**CRÉDIT AUTO CARAVANE**

**BATEAU IMMOBILIER**

**LEASING**

**844.97.97** EQUIPEMENT PROFESSIONNEL

## CFF - COFRAMETAL

Siège Social :

119, avenue du Général Michel Bizot  
75579 PARIS CEDEX 12

- Division Métaux non ferreux

- Achat tous métaux - Classement pour Fonderies  
- Affinage : Lingots, Laiton, Zinc, Plomb 2<sup>o</sup> fusion

Magasin Central :

83, rue Cartier Bresson, 93500 PANTIN

## MAÇONNERIE - BÉTON ARMÉ

CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES

TRAVAUX NEUF — ENTRETIEN

## ENTREPRISE PUECH

21 à 25, rue Boïeldieu 93500 PANTIN

Téléphone : 845-92-72

## DECOR BIEHLER

Cadeaux - Gadgets - Cristaux

Reproductions d'objets anciens, Chine, pistolets, armes blanches, luminaires, petits meubles, miroirs, tableaux, étains, cuivres, faïence, etc.

Conseiller Spécialiste - Métro Hoche, 11, rue du Pré-Saint-Gervais, 93500 PANTIN - 845-18-49

## LE BUDGET EST VOTÉ

Le jeudi 20 mars, le Conseil municipal a examiné, en deuxième lecture, le budget primitif 1975. Jacques Isabet, maire-adjoint, a introduit la discussion par le rapport suivant :

« Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Nous voici à nouveau réunis pour le vote du budget. En effet, Monsieur le Préfet, par lettre du 11 mars 1975, a rejeté le budget adopté par le Conseil municipal le 27 février dernier. Monsieur le Préfet écrit entre autre :

« En l'état actuel des dispositions législatives et réglementaires, la décision du Conseil municipal d'inscrire au budget les recettes précitées doit être considérée comme illégale. »

Et plus loin :

« Je crois devoir préciser que dans le cas où, après une nouvelle délibération, le Conseil municipal de votre commune ne voterait pas le budget primitif 1975 en équilibre réel, je serais tenu de le régler par voie d'autorité. »

Le Conseil municipal proteste contre une telle décision de Monsieur le Préfet représentant le gouvernement.

Signalons au passage que la référence « aux dispositions législatives et réglementaires » ne correspond en rien à la réalité : en effet, pour nous en tenir à la prise en charge par l'Etat des C.E.S. et du lycée que nous réclamons, il n'est nul besoin des « dispositions législatives » nouvelles, la législation actuelle prévoyant que l'enseignement secondaire est à la charge de l'Etat.

Signalons encore que parler de « décision illégale » du Conseil municipal est également contraire au bon sens et à la vérité : est-il besoin de rappeler que la T.V.A. que le gouvernement refuse de rembourser aux communes est remboursée aux grosses sociétés capitalistes ?

Est-il besoin de rappeler que l'Etat, en prélevant une partie du produit de l'ancienne taxe sur les salaires, prive les communes de ressources qui devraient leur revenir ?

Et n'est-il pas normal que la commune réclame une indemnité compensatrice de la hausse du coût de la vie alors que cette hausse à la fois grève les finances communales et draine, grâce encore à la T.V.A., des milliards de nouveaux francs dans les caisses de l'Etat pour le profit des milliardaires comme le montre, par exemple, le scandale pétrolier, les cadeaux à Citroën-Michelin.

A l'appui de cette revendication d'indemnité compensatrice, on peut encore citer que, pour les constructions scolaires par exemple, l'Etat calcule les subventions sur la base des coûts de construction de 1963 !

En rejetant le budget voté par le Conseil le 27 février, le préfet, et par son intermédiaire, le gouvernement, prennent la décision d'aggraver encore la situation des familles pantinoises.

L'augmentation de la masse des impôts proposée à l'approbation du Conseil municipal est de 15 %. C'est déjà une mesure lourde pour la population. Mais, par ailleurs, afin d'équilibrer le budget, nous sommes amenés à proposer les mesures suivantes :

— suppression de six classes vertes sur dix prévues;

### UN EXEMPLE DU COMPORTEMENT DU POUVOIR

Pour le financement de la maternelle Diderot, la subvention de l'Etat est de ..... 414 504 F

La T.V.A. qu'empoche l'Etat est de ..... 496 608 F

La commune subventionne donc l'Etat de ..... 82 104 F



Le Conseil municipal.

- réduction dans les faits, tenant compte des hausses du coût de la vie, des subventions aux associations telles les M.J.C., le Centre de loisirs, le Cercle municipal des sports, l'Harmonie municipale, des crédits pour le Conservatoire de musique, le Théâtre-école, le Service culturel. De ce fait, ces associations et services vont être contraints d'augmenter leurs tarifs et, disons-le, de freiner le développement de leurs activités;
- le renoncement à des travaux d'entretien dans les bâtiments publics et à des travaux de voirie;
- le recours encore plus important à l'emprunt pour financer des travaux tout à fait indispensables, tels les travaux pour la sécurité dans les écoles.

Le gouvernement et lui seul porte la responsabilité de ces mesures.

Le Conseil municipal décide de poursuivre et d'intensifier sa campagne d'explications auprès de toute la population afin de l'informer pleinement de la situation et de l'appeler à agir pour imposer au gouvernement une autre répartition des ressources et des charges entre la commune et l'Etat.

Il faut imposer au gouvernement des mesures qui permettent aux communes de servir pleinement les intérêts de la population.

Au printemps doit avoir lieu un débat à l'Assemblée nationale sur ces questions. Les ministres de l'Intérieur, le Président de la République parlent abondamment des mesures qui seront proposées à l'Assemblée nationale pour donner des moyens aux communes.

Mais, répétons-le, il n'y a pas besoin de modification législative pour que l'Etat finance la construction du C.E.S. Lavoisier.

Au passage, rappelons que c'est la commune qui a dû payer seule le prix du terrain, soit 9 500 000 F (950 millions d'A.F.), l'Etat n'ayant pas encore versé sa participation !

Nous avons donc toutes raisons de ne pas nous en remettre à la bonne volonté du gouvernement. C'est à l'action de la population que nous en appelons. Nous devons imposer les moyens :

- de réaliser nos dix classes vertes;
- de permettre le fonctionnement de toutes les activités locales, pour l'enfance, le sport, la culture, la jeunesse;
- de réaliser correctement les travaux de voirie et d'entretien des bâtiments communaux.

En fait, nous voulons les moyens de remettre en cause les décisions nuisibles que nous impose le Préfet représentant du gouvernement. »

### MAINTENANT, IL FAUT AGIR TOUS ENSEMBLE POUR IMPOSER AU GOUVERNEMENT :

- le maintien des dix classes vertes;
- le fonctionnement normal et le développement de nos activités enfance, jeunesse, sports, culture;
- la possibilité de réaliser l'entretien correct des bâtiments et de la voirie.



## TÉLÉ-SERVICE 93

1, av. Weber 30, rue G.-Josserand  
93 - PANTIN  
845 - 66 - 65

### ATELIER DE REPARATION

télévision électrophones  
radio magnétophones

### ENTREPRISE GÉNÉRALE

#### D'ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

## ÉTABLISSEMENTS DROUETS

10, rue Jules-Auffret  
845-26-20 PANTIN



Couverture - Plomberie ;  
Installations thermiques  
Électricité haute et basse tension

### FOURNITURES DENTAIRES

## M. IFKER

770-90-55 24, rue  
770-86-92 des Petites-Ecuries  
75010-PARIS

### ASSOCIATION MUTUELLE AMBULANCES FRANÇAISES



### EXPRESS

tél. 844.53.53

Voitures Radio/Réanimation  
Toutes distances  
24 heures sur 24  
agréé sécurité sociale

PANTIN  
PRE St-GERVAIS 128, AV. DU Gal. LECLERC

Spécialité de vacherins glacés  
ananas, oranges, citrons givrés  
Forêt noire et soufflé au Grand Marnier

## J. ODIER

BOULANGER - PATISSIER  
GLACIER - CONFISEUR

16, rue Jean-Nicot, 93-PANTIN  
Téléphone : 845-81-93

### CHIRURGIE

### OBSTETRIQUE

## Clinique LA RESIDENCE

Conventionnée par la Sécurité Sociale

6, rue du 11-Novembre-1918  
93 - PANTIN

Téléphone : 845-13-19 (3 lignes groupées)



12, passage Courat - 75020 PARIS

TOUS PROBLEMES DE FABRICATION  
DE L'IMPRIMÉ - BUREAU D'ÉTUDES  
IMPRESSION - BROCHAGE

366-25-38 et 39

## EXTENSION DU STADE MARCEL CERDAN :

Le ministère a enfin  
accepté le compromis !



Stade Marcel-Cerdan :  
Terrain d'honneur.

La municipalité a en projet, depuis plusieurs années, l'agrandissement du stade Marcel-Cerdan, rendu nécessaire par les besoins grandissants en équipements sportifs pour les scolaires aussi bien que pour les clubs, sur ce secteur de notre ville.

Ignorant délibérément ce projet, le ministère de la Défense, malgré un avis défavorable de la municipalité, a implanté sur l'emplacement du fort d'Aubervilliers un casernement de gendarmerie mobile, en débordant sur le territoire de notre commune, compromettant ainsi toute extension du stade.

Ce n'est qu'après de nombreuses démarches et interventions de personnalités locales (les élus de la municipalité, le député Mme Chonavel, le conseiller général Michel Berthelot, le président de l'office des sports M. Ringenbach, etc.), et ce durant plusieurs mois, que les militaires ont enfin accepté... la discussion. Il faut aussi préciser qu'une pétition de l'Office des Sports recevait un appui de 1 000 signatures.

Si cette discussion a été longue, âpre, un véritable compromis a pu néanmoins se dégager, qui ne met pas trop en cause les équipements prévus dans le cadre de l'extension du stade.

En conclusion, la municipalité a reçu l'assurance d'obtenir du ministère de la Défense et de la préfecture :

— que le chemin des Pouilleux longeant le stade Marcel-Cerdan sera déclassé et incorporé au domaine privé de la commune de Pantin;

- que l'armée cédera une bande de terrain de quatre mètres de large à l'intérieur de cette emprise, sur plus de la moitié de la longueur du stade;
- que l'armée construira une voirie de sept mètres à l'intérieur de cette nouvelle limite;
- qu'un droit de passage sera accordé sur cette voie pour les visites techniques du bassin de désensablement, ce qui évitera ainsi à la commune d'avoir à construire sur son terrain une voie d'accès pour cette servitude;
- qu'en compensation du compromis la préfecture étudiera une possibilité de cession de terrain (environ 2 000 m<sup>2</sup>) à proximité du stade;
- que la préfecture plaidera en faveur de la municipalité pour un meilleur prix auprès des services des Domaines pour l'acquisition des terrains;
- que les problèmes des accès et de la circulation de l'avenue Jean-Jaurès (R.N. 2) seront à résoudre par la direction départementale de l'Équipement, dans l'intérêt général et en accord avec les municipalités d'Aubervilliers et de Pantin.

Ces conclusions seront, nous l'espérons, confirmées officiellement prochainement.

C'est un succès important obtenu grâce à la persévérance et la ténacité des élus, mais aussi à l'appui de la population pantinoise.



# VITOS Boutique

LE PRET A PORTER DE CLASSE...

Caroline Rohmer - Delhos - Skimer - Akylon

LES JERSEYS VITOS ET LA LINGERIE  
tricotés BEL

101, avenue Jean-Lolive  
93500 Pantin

Tél. : 844-91-05

# SOPHIE

*habille filles et garçons  
de la naissance à 16 ans*

## NOUVEAU RAYON JEUNES FILLES

101, avenue Jean-Lolive (93) PANTIN  
Téléphone : 845-31-68

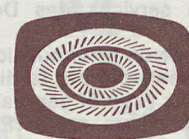
# SABLÉ

INTERNATIONAL

Sablé frères international.  
Sièges pour véhicules de transport et de travaux  
publics, sièges de tracteurs, selles  
de cyclomoteurs.

22 rue du Pré-St-Gervais, 93 Pantin,  
téléphone 845 97 29.

matériels - méthodes - produits  
pour le nettoyage rationnel  
et l'entretien de toutes surfaces



## VITLAV S.A.

servo-wetrok organisation

47 RUE DU PRÉ-SAINT-GERVAIS . 93500 PANTIN . TÉL. 843.82.60

# VIE LOCALE

## VOËU DU CONSEIL MUNICIPAL

La municipalité de Pantin s'associe à l'indignation soulevée par le décès d'un jeune soldat de 20 ans, Jean-Pierre Méliot.

Conscients que les difficultés rencontrées par ce jeune qui, se trouvant sans emploi, avait devancé l'appel, sont celles de nombreux jeunes à Pantin et dans le pays, les élus municipaux exigent que toute la vérité soit faite sur les circonstances du décès du jeune Jean-Pierre et les faits qui ont pu motiver ce geste de désespoir.

Avec les jeunes de Pantin et avec ceux qui furent les amis de Jean-Pierre, la municipalité de Pantin dénonce les injustices, les brimades, les discriminations de toute sorte dont sont victimes les jeunes appelés.

Elle se dresse contre l'utilisation qui est faite de l'armée actuellement et soutient l'action de la jeunesse, qui, par ses initiatives pour une armée démocratique, a contraint le pouvoir à céder sur l'augmentation du prêt des soldats du contingent, comme elle l'avait fait céder sur le droit de vote à 18 ans.

En soutenant le programme commun de gouvernement, la municipalité se prononce pour une armée démocratique au sein de laquelle le jeune soldat sera un citoyen à part entière, seule solution pour que le drame de Jean-Pierre ne se renouvelle pas.

Les élus de Pantin assurent les parents de Jean-Pierre de leur sympathie et de leur soutien.

## VOIRIE

Les travaux d'aménagement du Pont 24, avenue du Général-Leclerc, sont en cours et dureront jusqu'en septembre.

Les travaux d'élargissement du CD 115 seront réalisés en deux tranches.

A l'exception du carrefour Delizy et de l'accès à la Gare de marchandises S.N.C.F. les travaux se dérouleront hors circulation.

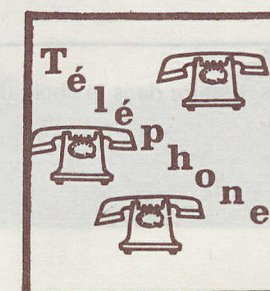
## COMMUNIQUÉ

En raison de la déconcentration des services de la Caisse d'allocations familiales de la Région parisienne, les Pantinois devront s'adresser, à compter du 7 avril 1975, à :

**Circonscription administrative de Carrefour Pleyel, Tour Ouest, 93200 Saint-Denis.**

Tél. : 221.51.30.

Cette opération a pour but d'améliorer la qualité des services rendus par la Caisse à l'ensemble des familles auxquelles elle verse les prestations.



De nombreux Pantinois s'inquiètent du manque de téléphones publics dans la ville. La direction des télécommunications de Paris a fait parvenir cette lettre à Monsieur le Maire :

« Monsieur le Maire,

Par votre lettre citée en référence, vous m'avez demandé le délai d'implantation des cabines téléphoniques sur la commune de Pantin.

Les études d'installation de cabines téléphoniques dans l'ensemble des communes de la région parisienne ont commencé au début de l'année 1974.

A cette époque, nous avons constaté un développement considérable de vandalisme sur les appareils à prépaiement. Les cadrans, les flexibles, les combinés, les carters et d'autres pièces ont dû être renforcés avant de poursuivre le développement des implantations de cabines. Dans le même temps, une nouvelle cabine a été étudiée.

Les cabines prévues sur la commune de Pantin seront posées au troisième trimestre 1975. Ces travaux seront précédés d'une étude particulière avec vos services. Nous prendrons toutes les mesures pour que la population de cette commune puisse disposer de ce service public dans ces délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée. »

## Rectificatif :

La Société BOMBLED nous prie d'insérer dans le présent bulletin le rectificatif suivant :

« La Société BOMBLED n'a pas été englobée dans une autre société. Elle a dû quitter son importante usine de Paris à la suite d'une menace d'expropriation et en a profité pour regrouper ses activités, y compris celles développées à PANTIN dans la zone industrielle de Marne-la-Vallée. »

La Municipalité de PANTIN et la REGIE DEPARTEMENTALE DE PUBLICITE 93 remercient les annonceurs qui ont permis la réalisation de ce bulletin.

Cité Gaston Roulaud (Bât. D - Esc. 19), rue Roger Salengro 93700 DRANCY - Tél. : 844-03-62 - Chargé de Publicité : P. STRULOVICI



**HABILLEMENT**

**BONNETERIE**

**LAYETTE**

**ARRIVAGE**

**JOURNALIER**

**D'ARTICLES**

**DIVERS**

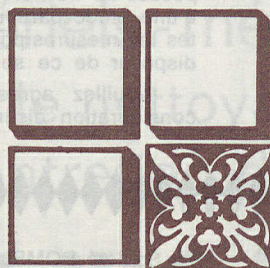
# AU DEBALLAGE

**31, rue Pasteur (angle rue Berthier)  
près marché Magenta  
93 - PANTIN**

**PRIX SANS CONCURRENCE**

Une organisation nouvelle à votre service pour mieux vous satisfaire dans le choix d'une salle de bain, douche ou cuisine.

**le décor sanitaire**



**decoceram**

**CARRELAGES  
ET REVETEMENTS  
DECORATIFS**

**BUREAUX et MAGASINS**

42 rue Gutenberg

LE PRE-SAINT-GERVAIS

Téléphone : 845-01-25 et 44-90

**HALL D'EXPOSITION :**

29, rue Gutenberg, PANTIN

Téléphone : 845-84-68

## CONSERVATOIRE DE MUSIQUE

Apartir du 7 avril, le Conservatoire de musique et son secrétariat seront transférés de la rue des Grilles au 7, rue de la Marine. Pour les centres Jean-Jaurès et 42, avenue Edouard-Vaillant, aucun changement.



## SYNDICAT D'INITIATIVE

**Le Syndicat d'Initiative poursuit son programme : les 25, 26 et 27 avril, les Pantinois pourront visiter la Hollande. Le parcours est déjà établi :**

**VENDREDI 25 AVRIL :** Départ PARIS-ROTTERDAM en train couchettes, rendez-vous au Syndicat d'initiative à 22 heures.

**SAMEDI 26 AVRIL :** Arrivée à ROTTERDAM à 8 h 35. Visite du port, petit déjeuner à bord. Visite de la ville. Visite de la ville de DELFT et de la faïencerie royale. Déjeuner à LA HAYE. Visite de MADURODAM : ville lilliputienne. Dîner et coucher à AMS-TERDAM, soirée libre.

**DIMANCHE 27 AVRIL :** Les champs de tulipes. Visite de l'exposition florale de KEUKENHOF.

**AMSTERDAM :** Visite de la vieille ville et des quartiers modernes. Déjeuner. Visite du Rijksmuseum (peintures flamandes). Excursion en vedette sur les canaux.

Départ pour PARIS à 20 h 26, en train couchettes, arrivée PARIS-NORD à 6 h 40, transfert à PANTIN assuré.

Prix tout compris : 575 F (service - taxes et boissons, accompagnement par guide interprète) - (sous réserve d'une participation minimum de 30 personnes).

**POUR L'ANNEE 1975, LE S.I.O.T. VOUS INVITE A VOIR :**

**LE SAMEDI 3 MAI :** L'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy.

**LES 17-18-19 MAI :** L'Alsace (Strasbourg - Colmar par la route des vins).

**LE SAMEDI 31 MAI ET LE DIMANCHE 1<sup>er</sup> JUIN :** La Nièvre (Montsauche - Vézelay - le lac des Settons).

**LES 21 ET 22 JUIN :** Le Mont Saint-Michel et les plages du débarquement.

**LE DIMANCHE 6 JUILLET :** Le parc zoologique de Saint-Vrain (pique-nique).

**LE DIMANCHE 20 JUILLET :** La mer - journée pour le troisième âge.

**EN SEPTEMBRE :** Scandicci (près de Florence) pendant une semaine.

**LE DIMANCHE 19 OCTOBRE :** A Châteaubriand, pour une visite commémorative.



à Montreuil depuis 1879

**LES PIANOS KLEIN**  
"la grande marque française"

**• Vous proposent en EXCLUSIVITÉ**

leur Réseau National LOCAPIANO (renseig. et catalogue gratuit sur demande)  
Plusieurs CENTAINES de pianos modernes et de style

**• Leur Dép<sup>t</sup> PARIS-EST-MUSIC a sélectionné**

en tant qu'Agent Direct le plus grand choix d'ORGUES ELECTRONIQUES  
et tous les instruments des plus grandes marques avec le meilleur rapport qualité/prix

**LONG CRÉDIT - LIVRAISON FRANCO**

Ouvert du mardi au samedi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h 30 - nocturne le vendredi jusqu'à 21 h.  
26, RUE ROBESPIERRE - 93 - MONTREUIL - TÉL. : 374-41-82 Métro Robespierre





42, rue des sept-arpenes, 93507 Pantin, tél. 843 93 27

la compagnie  
générale  
des papiers

met à votre disposition  
ses principales productions:

**PAPIERS D'EMBALLAGE**  
krafts / celluloses / sulfites  
mousselines / sulfurisés

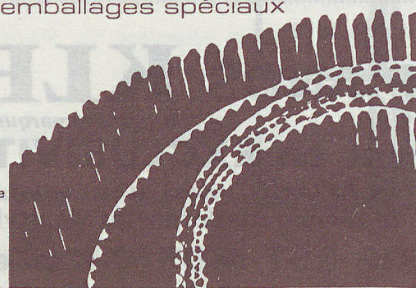
**PAPIERS-TRANSFORMÉS**

papiers crépés / paraffinés  
goudronnés / armés / papiers  
imperméables spéciaux  
tous traitements chimiques  
**CONDITIONNEMENT**  
sacs / sachets / pochettes  
emballages primeurs  
aluminium contrecollé  
impressions aniline et hélio  
produits de fermeture et cerclage  
films et pellicules celluloses

**CAISSES-CARTON**

caisses et tous emballages  
carton ondulé, avec ou sans  
impression  
caisses imperméabilisées  
études emballages spéciaux

**papiers d'emballage**  
usines de saint-amant-tallende  
coudes - la plaine-saint-denis  
ponts-et-marais  
**caisses carton**  
usines royères-uzerche  
ponts-et-marais



# DÉMOLITION

Usines - Immeubles  
Béton armé

Société  
d'Etudes et  
de Travaux  
Auxiliaires  
du Bâtiment

Siège social :  
7, rue Thorel - PARIS-2e

Bureaux et administration :  
4, rue Paul-Doumer - 93 MONTREUIL  
Téléphone : 858.55.28

Capital : 500 000 F

Certificat Qualification n° 33:27.016.75 \*\*\* D

## Ce que vous devez savoir...

TÉLÉPHONE DE LA MAIRIE

845-92-40  
92-41  
92-42

844-59-45  
55-88

OUVERTURE DE LA MAIRIE DU LUNDI AU VENDREDI de 8 H. 30 à 12 H. 30 et de 14 H. à 18 H.  
SAMEDI MATIN de 8 H. 30 à 12 H. 30

Centre médico-social	14, rue Eugène-et-Marie-Louise-Cornet	Tél. : 844.38.77
Cabinet dentaire		Tél. : 844.96.49
Centre médico-social Maurice-Tenine	Av. Edouard-Renard, allée Newton	Tél. : 833.20.25
Centre de soins	Rue Sainte-Marguerite	Tél. : 845.92.40
	poste 261	Tél. : 845.31.49
Centre médico-psychologique	28, rue Sainte-Marguerite	Tél. : 843.42.60
Protection maternelle et infantile	14, rue Eugène-et-Marie-Louise-Cornet	Tél. : 844.47.98
Centre médico-psycho-pédagogique	5, rue Vaucanson	Tél. : 844.00.01
Institut médico-pédagogique	62, rue Charles-Avray	Tél. : 844.59.30
Crèche Pellat	3, rue du Docteur-Pellat	Tél. : 845.56.61
Crèche Berthier	25, rue Berthier	Tél. : 352.29.54
Crèche des Courtilières	Parc des Courtilières	Tél. : 845.21.98
Maison de retraite intercommunale	10, rue Regnault	Tél. : 845.05.70
Maison de retraite communale	1, rue Jules-Ferry	Tél. : 844.92.40
Foyer des vieux travailleurs	42, avenue Edouard-Vaillant	poste 267
		Tél. : 845.92.01
Foyer des vieux travailleurs	18, rue du Congo	Tél. : 352.14.49
G.A.P.P. (Groupe d'aide psycho-pédagogique)	Ecole Marcel-Cachin	Tél. : 844.12.59
Maison pour Tous	9, rue Lavoisier	Tél. : 352.01.86
Maison de jeunes « Y-Gagarine »	Parc des Courtilières	Tél. : 845.36.91
Mil club de jeunes	42, avenue Edouard-Vaillant	Tél. : 845.92.01
Centre de loisirs et de l'enfance	18, rue du Congo	Tél. : 844.33.46
Bibliothèque Elsa-Triolet	102, avenue Jean-Lolive	
Bibliothèque Jules-Verne	130, avenue Jean-Jaurès	
Bibliothèque Romain-Rolland	Rue Edouard-Renard prolongée	
Service culturel	106, avenue Jean-Lolive	Tél. : 843.48.72
Stade Charles-Auray	19, rue Candale	Tél. : 845.92.40
	poste 269	Tél. : 843.48.72
Syndicat d'Initiative - Office de Tourisme	106, avenue Jean-Lolive	Tél. : 844.28.79
Stade Marcel-Cerdan	170, avenue Jean-Jaurès	Tél. : 845.86.62
Piscine municipale	49, avenue du Général-Leclerc	Tél. : 833.27.29
Gymnase Rey-Golliet	Parc des Courtilières	Tél. : 352.14.49
Gymnase Hasenfratz	Parc des Courtilières	Tél. : 844.82.56
Gymnase Maurice-Baquet	6-8, rue d'Estienne-d'Orves	Tél. : 845.92.40
Salle des Fêtes	102, avenue Jean-Lolive	poste 266
		Tél. : 845.92.40
	42, avenue Edouard-Vaillant	poste 267
		Tél. : 845.00.10
Pompes Funèbres	86, avenue du Général-Leclerc	Tél. : 844.47.81
Inspection du Travail	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 845.95.74
O.P.H.L.M.	6, avenue du 8-Mai-1945	Tél. : 843.21.40
Centre de Sécurité Sociale (Centre 176)	Rue Edouard-Renard prolongée	Tél. : 844.44.97
Centre de Sécurité Sociale (Centre 57)	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 845.06.37
Pompiers	16, rue Eugène-et-Marie-Louise-Cornet	Tél. : 845.03.25
Cimetière Communal	1, rue des Pommiers	Tél. : 845.00.68
Cimetière Parisien	Avenue du Cimetière-Parisien	Tél. : 845.10.90
Gare de Pantin	Place Salvator-Allendé	Tél. : 843.93.00
Préfecture de Bobigny	124, rue Carnot, Bobigny	Tél. : 844.50.66
S.E.M.I.P. (Société d'économie mixte de Pantin)	6, rue Jules-Auffret	Tél. : 845.94.55
Bains-douches	42, avenue Edouard-Vaillant	Tél. : 845.56.82
Assistances sociales	46, rue Victor-Hugo	Tél. : 845.02.35
O.P.H.S.	46, rue Victor-Hugo	Tél. : 845.05.35
Police	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 845.02.93
Gendarmerie	2, rue 'La Kanal	Tél. : 845.00.26
Compagnie Générale des Eaux	24 bis, rue de la Paix	Tél. : 845.41.41
Electricité de France	7, rue de la Liberté	Tél. : 793.46.80
		dimanche et nuit
Avocat Conseil	Mairie de Pantin (tous les lundis de chaque mois, à partir de 19 heures).	
Retraite Complémentaire	Mairie de Pantin (tous les premiers vendredis et troisièmes lundis de chaque mois, de 14 à 16 heures).	
Mutilés et Invalides du Travail	Mairie de Pantin (tous les premiers dimanches de chaque mois, de 10 heures à 11 h 30).	
Recette-Perception	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 844.40.32
Main-d'œuvre et chômage	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 844.98.59
Recette Municipale	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 844.45.79
Grefre du Tribunal d'Instance	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 844.44.27
Hôtesses du Centre Administratif	Centre administratif, 1, rue Victor-Hugo	Tél. : 844.42.81
Orientation Professionnelle	Centre administratif	Tél. : 844.49.71
		Tél. : 844.49.76



# CENTRAL SUPER MARCHÉ

# codec

UNA

108, 110. avenue Jean-Lolive  
Métro : Eglise de Pantin

(93) PANTIN  
845-85-37

UN VRAI SUPER MARCHÉ

"DISCOUNT" A VOTRE PORTE  
GAIN DE TEMPS ET D'ARGENT

ouvert du lundi au samedi



**DEMENAGEMENTS**  
EMBALLAGES GARDE-MEUBLE

TOUTE LA FRANCE  
Paris-Paris — Paris-Banlieue

# CREDÉM

10, rue Victor-Hugo - (93) PANTIN



Téléphone : 844-28-38 - 844-29-67  
après 20 heures : 844-71-29

**PRIX RÉDUITS - CAMIONS CAPITONNÉS**

Prix spéciaux aux fonctionnaires

Entreprise agréée par les Allocations Familiales